

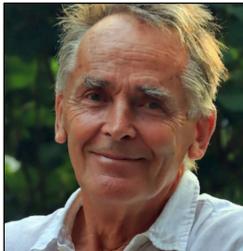
# Comment la chance d'un règlement pacifique de la guerre en Ukraine a été gâché

## L'Occident a préféré poursuivre la guerre

Une reconstitution détaillée par le général à la retraite Harald Kujat\* et le professeur Hajo Funke\*\*

### Remarques préliminaires

par Michael von der Schulenburg\*\*\*



Michael von der Schulenburg.  
(Photo mad)

*Il s'agit d'une reconstitution détaillée des négociations de paix entre l'Ukraine et la Russie en mars 2022 et des tentatives de médiation du Premier ministre israélien de l'époque, Naftali Bennett, soutenu par le président Erdogan et l'ancien chancelier allemand Schröder.*

*Il a été rédigé par le général à la retraite H. Kujat et le professeur émérite H. Funke, deux des initiateurs du plan de paix pour l'Ukraine présenté récemment. C'est également dans le cadre de ce plan de paix que cette reconstruction revêt une importance capitale.*

*Elle nous rappelle que nous ne pouvons pas nous permettre de retarder à nouveau le cessez-le-feu et les négociations de paix. La situation humaine et militaire en Ukraine se détériore de façon dramatique, avec le danger supplémentaire que cela pourrait conduire à une nouvelle escalade de la guerre. Nous avons besoin d'une solution diplomatique à cette guerre cruelle pour l'Europe et l'Ukraine – et nous en avons besoin maintenant!*

La reconstitution détaillée des efforts de paix de mars a permis de tirer sept conclusions:

1. Un mois seulement après le début de l'intervention militaire russe en Ukraine, les négociateurs ukrainiens et russes étaient très proches

d'un accord de cessez-le-feu et d'une ébauche de solution de paix globale au conflit.

2. Contrairement à ce que l'on observe aujourd'hui, le président Zelensky et son gouvernement avaient déployé de grands efforts pour négocier la paix avec la Russie et mettre rapidement un terme à la guerre.

3. Contrairement aux interprétations occidentales, l'Ukraine et la Russie ont convenu à l'époque que le projet d'expansion de l'OTAN était à l'origine de la guerre. Elles ont donc axé leurs négociations de paix sur la neutralité de l'Ukraine et sa renonciation à adhérer à l'OTAN. En contrepartie, l'Ukraine aurait conservé son intégrité territoriale, à l'exception de la Crimée.

4. Il ne fait guère de doute que ces négociations de paix ont échoué en raison de la réticence de l'OTAN, et en particulier des Etats-Unis et du Royaume-Uni. La raison en est qu'un tel accord de paix aurait été synonyme de défaite pour l'OTAN, de fin de l'expansion de l'OTAN vers l'Est et donc de fin du rêve d'un monde unipolaire dominé par les Etats-Unis.

5. L'échec des négociations de paix en mars 2022 a conduit à une dangereuse intensification de la guerre qui a coûté la vie à des centaines de milliers de personnes, en particulier des jeunes, a profondément traumatisé une jeune génération et lui a infligé les blessures mentales et physiques les plus graves. L'Ukraine a été exposée à d'énormes destructions, à des déplacements internes et à un appauvrissement massif. Cette situation s'est accompagnée d'un dépeuplement à grande échelle du pays. La Russie, mais aussi l'OTAN et l'Occident portent une lourde part de responsabilité dans ce désastre.

6. La position de négociation de l'Ukraine est aujourd'hui bien pire qu'en mars 2022. L'Ukraine va maintenant perdre de grandes parties de son territoire.

7. Le blocage des négociations de paix à l'époque a nui à tout le monde: La Russie et l'Europe, mais surtout le peuple ukrainien, qui paie de son sang le prix des ambitions des grandes puissances et n'obtiendra probablement rien en retour.

\* Le général à la retraite *Harald Kujat* était l'officier allemand le plus haut gradé de la Bundeswehr et de l'OTAN.

\*\* *Hajo Funke* est professeur émérite de sciences politiques à l'Institut Otto Suhr/Université libre de Berlin.

\*\*\* *Michael von der Schulenburg*, ancien Secrétaire général adjoint des Nations Unies, a travaillé pendant plus de 34 ans pour les Nations Unies et brièvement pour l'OSCE dans de nombreux pays en guerre ou en proie à des conflits armés internes impliquant souvent des gouvernements faibles et des acteurs non étatiques armés.

## Une reconstitution détaillée<sup>1</sup>

Une reconstitution détaillée par le général à la retraite Harald Kujat\* et le professeur Hajo Funke\*\*



Harald Kujat.  
(Photo mad)

(Berlin, 12 octobre 2023) En mars 2022, des négociations entre les parties ukrainienne et russe ont créé une véritable opportunité de mettre fin à la guerre de manière pacifique, quatre à cinq semaines seulement après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La volonté de

négocier de l'Ukraine a pris fin fin mars (avant la découverte des crimes de Boutcha) sous la pression de certains Etats occidentaux pour poursuivre la guerre plutôt que d'y mettre fin comme le souhaitait le président ukrainien Zelensky.

Début mars 2022, le Premier ministre israélien Naftali Bennett a entrepris des efforts de médiation.

Naftali Bennett avait engagé des efforts de médiation à partir de la première semaine de mars 2022. Dans un entretien vidéo avec le journaliste israélien *Hanoch Daum*<sup>2</sup> le 4 février 2023, il a parlé pour la première fois en détail du processus et de la fin des négociations. Cet entretien vidéo est à la base d'un rapport détaillé publié dans le *Berliner Zeitung* du 6 février 2023:

«Naftali Bennett voulait la paix entre l'Ukraine et la Russie: qui a fait obstacle? L'ex-premier ministre israélien a parlé pour la première fois de ses négociations avec Poutine et Zelensky. Le cessez-le-feu semblait être à portée de main».

Peu après le début de la guerre, le président ukrainien *Volodymyr Zelensky* avait demandé à Bennett de l'aider à ouvrir un canal de communication avec le président russe Vladimir Poutine.

«Le 5 mars 2022, à l'invitation de Poutine, Bennett s'est rendu à Moscou dans un jet privé fourni par les services de renseignement israéliens. Lors de la conversation au Kremlin, Bennett a déclaré que Poutine avait fait des concessions substantielles, notamment en renonçant à son objectif initial de démillitarisation de l'Ukraine. [...] En contrepartie, le président ukrainien a accepté de renoncer à l'adhésion à l'OTAN, position qu'il a réitérée publiquement peu de temps après. L'un des obstacles décisifs à un cessez-le-feu a ainsi été levé. [...] D'autres questions, telles que l'avenir du Donbass et de la Crimée, ainsi que les garanties de sécurité pour l'Ukraine, ont également fait l'objet de discussions intensives ces jours-là.»

Bennett a fourni d'autres précisions: «J'ai eu l'impression à l'époque que les deux parties étaient très intéressées par un cessez-le-feu [...]» Selon Bennett, un cessez-le-feu était alors à la portée et les deux parties étaient prêtes à faire des concessions considérables. Mais la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, en particulier, voulaient que ce processus de paix prenne fin et avaient pour objectif la poursuite de la guerre».

A la question de savoir si les alliés occidentaux avaient finalement bloqué l'initiative, Bennett a répondu: «En gros, oui. Ils l'ont bloquée, et je pensais qu'ils avaient tort.» Sa conclusion: «J'affirme qu'il y avait une bonne chance de parvenir à un cessez-le-feu s'ils ne l'avaient pas empêché. Quant à savoir si la décision de l'Occident de mettre fin au processus de négociation est juste à long terme, il ne peut pas en juger.»<sup>3</sup>

Les déclarations de Bennett soulèvent quelques questions fondamentales. Pourquoi les négociations sur la fin de la guerre ont-elles été bloquées? Quelle a été la position du gouvernement allemand? Et l'Occident est-il éventuellement responsable de l'escalade de la guerre qui a suivi? A l'époque, en mars 2022, la guerre avait fait quelques milliers de morts. Depuis, plusieurs centaines de milliers de morts sont à déplorer. Cela aurait peut-être pu être évité.

Au début du mois de mars 2022, le président Zelensky a contacté non seulement Naftali Bennett, mais aussi l'ancien chancelier allemand *Gerhard Schröder* et lui a demandé d'utiliser ses relations personnelles étroites avec Poutine pour servir de médiateur entre l'Ukraine et la Russie dans l'espoir de trouver des moyens de mettre rapidement un terme à cette guerre.

Dans une interview publiée dans l'édition du weekend du *Berliner Zeitung* les 21 et 22 octobre 2023, Schröder a parlé publiquement pour la première fois de son rôle dans les efforts qui ont conduit aux négociations de paix à Istanbul le 29 mars 2022. Comme Bennett, il est arrivé à la conclusion que la raison pour laquelle ces négociations de paix ont été abandonnées est que les Américains les ont entravées.

Il a déclaré: «Lors des négociations de paix de mars 2022 à Istanbul avec *Rustem Umerov* (alors conseiller en sécurité de Zelensky, aujourd'hui



Hajo Funke.  
(Photo mad)

ministre ukrainien de la Défense), les Ukrainiens se sont montrés réticents à accepter la paix parce qu'ils n'étaient pas autorisés à le faire. Ils devaient d'abord consulter les Américains sur tout ce dont ils avaient discuté», et a poursuivi en affirmant: «Mais à la fin (des négociations de paix), il ne s'est rien passé. J'ai eu l'impression qu'il ne pouvait rien se passer parce que tout le reste était décidé à Washington. C'était fatal.»

Le ministre turc des Affaires étrangères, *Mevlüt Çavuşoğlu*, avait déjà fait des commentaires similaires. Dans une interview accordée à *CNN Turk* le 20 avril 2022, il a déclaré: «Certains Etats de l'OTAN voulaient que le conflit ukrainien se poursuive afin d'affaiblir la Russie.»

### **Des négociations de paix ukraïno-russes se sont déroulées en parallèle**

Des négociations directes entre une délégation ukrainienne et une délégation russe étaient déjà en cours depuis la fin février 2022 et au cours de la troisième semaine de mars, «un mois seulement après le déclenchement de la guerre, elles avaient convenu des grandes lignes d'un accord de paix: l'Ukraine a promis de ne pas adhérer à l'OTAN et de ne pas autoriser l'installation de bases militaires de puissances étrangères sur son territoire, tandis que la Russie a promis en retour de reconnaître l'intégrité territoriale de l'Ukraine et de retirer toutes les troupes d'occupation russes. Des dispositions spéciales ont été prises pour le Donbass et la Crimée».<sup>4</sup>

Au cours des négociations menées sous la médiation du président turc Erdogan, la délégation ukrainienne a présenté le 29 mars 2022 un document de synthèse qui a débouché sur le «Communiqué d'Istanbul». Les propositions de l'Ukraine ont été traduites en un projet de traité par la partie russe.

Le texte du «Communiqué d'Istanbul» du 29 mars 2022 comprenait 10 propositions:<sup>5</sup>

«*Proposition 1:* l'Ukraine se déclare Etat neutre et promet de rester non alignée et de s'abstenir de développer des armes nucléaires en échange de garanties juridiques internationales. Les Etats garants possibles sont la Russie, la Grande-Bretagne, la Chine, les Etats-Unis, la France, la Turquie, l'Allemagne, le Canada, l'Italie, la Pologne et Israël, mais d'autres Etats seraient également invités à adhérer au traité.

*Proposition 2:* Ces garanties internationales de sécurité pour l'Ukraine ne s'étendraient pas à la Crimée, à Sébastopol ou à certaines zones du

Donbass. Les parties prenantes du traité devraient définir les limites de ces zones ou convenir que chaque partie a une interprétation différente de ces frontières.

*Proposition 3:* l'Ukraine s'engage à ne rejoindre aucune coalition militaire et à n'accueillir aucune base militaire étrangère ni aucun contingent de troupes. Tout exercice militaire international ne serait possible qu'avec le consentement des Etats garants. Pour leur part, les Etats garants confirment leur intention de promouvoir l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne.

*Proposition 4:* L'Ukraine et les Etats garants conviennent que (en cas d'agression, d'attaque armée contre l'Ukraine ou d'opération militaire contre l'Ukraine) chacun des Etats garants, après des consultations mutuelles urgentes et immédiates (à tenir dans les trois jours) sur l'exercice du droit de légitime défense individuelle ou collective (tel que reconnu à l'article 51 de la Charte des Nations unies), fournira une assistance (en réponse à un appel officiel de l'Ukraine et sur la base de cet appel) à l'Ukraine en tant qu'Etat neutre permanent attaqué. Cette assistance sera facilitée par la mise en œuvre immédiate des mesures individuelles ou conjointes nécessaires, y compris la fermeture de l'espace aérien ukrainien, la fourniture des armes nécessaires et le recours à la force armée dans le but de rétablir puis de maintenir la sécurité de l'Ukraine en tant qu'Etat neutre permanent.

*Proposition 5:* Toute attaque armée de ce type (toute opération militaire) et toute action entreprise en réponse seront immédiatement notifiées au Conseil de sécurité des Nations unies. Une telle action cessera dès que le Conseil de sécurité des Nations unies aura pris les mesures nécessaires au rétablissement et au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

*Proposition 6:* Afin de se prémunir contre d'éventuelles provocations, l'accord réglera le mécanisme de mise en œuvre des garanties de sécurité de l'Ukraine sur la base des résultats des consultations entre l'Ukraine et les Etats garants.

*Proposition 7:* le traité s'appliquera provisoirement à partir de la date de sa signature par l'Ukraine et tous les Etats garants ou la plupart d'entre eux.

Le traité entrera en vigueur après (1) l'approbation du statut de neutralité permanente de l'Ukraine lors d'un référendum national, (2) l'intégration des amendements y afférents dans la Constitution ukrainienne et (3) la ratification par les parlements de l'Ukraine et des Etats garants.

*Proposition 8:* la volonté des parties de résoudre les questions liées à la Crimée et à Sébastopol sera incluse dans les négociations bilatérales entre l'Ukraine et la Russie pour une période de

15 ans. L'Ukraine et la Russie s'engagent également à ne pas résoudre ces différends par des moyens militaires et à poursuivre les efforts de résolution diplomatique.

*Proposition 9:* les parties poursuivent les consultations (avec la participation d'autres Etats garants) afin de préparer et d'approuver les dispositions d'un traité sur les garanties de sécurité pour l'Ukraine, les modalités du cessez-le-feu, le retrait des troupes et autres formations paramilitaires, l'ouverture et le fonctionnement continu de couloirs humanitaires sécurisés, ainsi que l'échange de corps et la libération des prisonniers de guerre et des civils détenus.

*Proposition 10:* Les parties considèrent qu'il est possible d'organiser une réunion entre les présidents de l'Ukraine et de la Russie pour signer un traité et/ou prendre des décisions politiques sur d'autres questions non résolues.»

### **Soutien apparent des efforts de médiation par les politiciens occidentaux**

Le soutien initial des hommes politiques occidentaux aux négociations est attesté par l'enchaînement des appels téléphoniques et des réunions entre le début du mois de mars et la mi-mars au moins.

Le 4 mars, Scholz et Poutine se sont entretenus au téléphone; le 5 mars, Bennett a rencontré Poutine à Moscou; le 6 mars, Bennett et Scholz se sont rencontrés à Berlin; le 7 mars, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont discuté de la question lors d'une vidéoconférence; le 8 mars, Macron et Scholz se sont entretenus au téléphone; le 10 mars, le ministre ukrainien des Affaires étrangères Kuleba et le ministre russe des Affaires étrangères Lavrov se sont rencontrés à Ankara; le 12 mars, Scholz et Zelensky et Scholz et Macron se sont entretenus au téléphone; et le 14 mars, Scholz et Erdogan se sont rencontrés à Ankara.<sup>6</sup>

### **Le sommet extraordinaire de l'OTAN du 24 mars 2022 à Bruxelles**

*Michael von der Schulenburg*, ancien sous-secrétaire général des Nations Unies chargé des missions de paix de l'ONU, écrit que «l'OTAN avait déjà décidé, lors d'un sommet spécial tenu le 24 mars 2022, de ne pas soutenir ces négociations de paix (entre l'Ukraine et la Russie)». <sup>7</sup> Le président américain avait pris l'avion expressément pour ce sommet spécial à Bruxelles. De toute évidence, la paix telle que négociée par les délégations russe et ukrainienne n'était pas dans l'intérêt de certains pays de l'OTAN.

**Dans un premier temps, Zelensky s'en tient au résultat des négociations de paix**  
«Le 27 mars 2022, Zelensky a eu le courage de défendre les résultats des négociations de paix entre l'Ukraine et la Russie en public devant des journalistes russes, alors que l'OTAN avait déjà décidé, lors d'un sommet spécial tenu le 24 mars 2022, de ne pas soutenir ces négociations de paix». <sup>8</sup>

Selon von der Schulenburg, les négociations de paix russo-ukrainiennes ont été un événement unique dans l'histoire, rendu possible uniquement parce que les Russes et les Ukrainiens se connaissaient bien, «parlaient la même langue et se connaissaient probablement même personnellement». <sup>9</sup>

Nous ne connaissons aucune autre guerre ou conflit armé dans lequel les parties en conflit se sont mises d'accord aussi rapidement sur des conditions de paix spécifiques.

Le 28 mars, Poutine, en signe de bonne volonté et en soutien aux négociations de paix, s'est déclaré prêt à retirer ses troupes de la région de Kharkov et de la région de Kiev; cela s'est apparemment produit avant même qu'il ne l'annonce publiquement.

### **Le rejet des propositions de Zelensky et de Poutine**

Le 29 mars 2022, le jour de la réunion d'Istanbul, Scholz, Biden, Draghi, Macron et Johnson se sont à nouveau entretenus au téléphone de la situation en Ukraine. A ce moment-là, la position des principaux alliés occidentaux s'était apparemment durcie. Ils ont formulé des conditions préalables aux négociations qui étaient en contradiction flagrante avec les efforts de paix de Bennett et d'Erdogan: «Les dirigeants se sont mis d'accord pour continuer à soutenir fermement l'Ukraine. Ils ont à nouveau exhorté le président russe Poutine à accepter un cessez-le-feu, à cesser toutes les hostilités, à retirer les soldats russes d'Ukraine et à permettre une solution diplomatique [...]». <sup>10</sup>

Le *Washington Post* a rapporté le 5 avril qu'au sein de l'OTAN, la poursuite de la guerre est préférée à un cessez-le-feu et à un règlement négocié: «Pour certains membres de l'OTAN, il vaut mieux que les Ukrainiens continuent à se battre et à mourir plutôt que de parvenir à une paix trop rapide ou à un prix trop élevé pour Kiev et le reste de l'Europe.» Zelensky devrait «continuer à se battre jusqu'à ce que la Russie soit complètement vaincue».

### Message de Boris Johnson du 9 avril 2022: nous allons continuer la guerre

Le 9 avril 2022, *Boris Johnson* est arrivé à l'improviste à Kiev et a déclaré au président ukrainien que l'Occident n'était pas prêt à mettre fin à la guerre. Selon le quotidien britannique *The Guardian* du 28 avril, Boris Johnson a «donné des instructions» au président ukrainien Zelensky «pour qu'il ne fasse aucune concession à Poutine».

*L'Ukrainska Pravda* en a rendu compte en détail dans deux articles parus le 5 mai 2022:

«A peine les négociateurs ukrainiens et *Abramovich/Medinsky* s'étaient-ils mis d'accord dans les grandes lignes sur la structure d'un éventuel accord futur après les résultats d'Istanbul que le Premier ministre britannique Boris Johnson est apparu à Kiev presque sans crier gare.

Johnson a apporté deux messages simples à Kiev. Le premier est que Poutine est un criminel de guerre; il faut faire pression sur lui, pas négocier avec lui. Le second est que même si l'Ukraine est prête à signer certains accords avec Poutine sur la base de garanties, ce n'est pas le cas de l'Occident collectif. «Nous pouvons signer [un accord] avec vous [l'Ukraine], mais pas avec lui. De toute façon, il arnaquera tout le monde», a déclaré l'un des proches collaborateurs de Zelensky pour résumer l'essence de la visite de Johnson.

Cette visite et les propos de Johnson ne se résument pas à une simple réticence à conclure des accords avec la Russie. Johnson a estimé que l'Occident collectif, qui, pas plus tard qu'en février, avait suggéré que Zelensky se rende et s'enfuit, a maintenant le sentiment que Poutine n'est pas aussi puissant qu'il l'avait imaginé. En outre, l'occasion se présente «de faire pression» sur lui. Et l'Occident veut la saisir.»<sup>11</sup>

La *Neue Züricher Zeitung* (NZZ) a rapporté le 12 avril 2022 que le gouvernement britannique, sous la conduite de Johnson, comptait sur une victoire militaire de l'Ukraine:

*Alicia Kearns*, députée conservatrice à la Chambre des communes, a déclaré: «Nous préférons armer les Ukrainiens jusqu'aux dents plutôt que de favoriser le succès de Poutine». La ministre britannique des Affaires étrangères (et plus tard Premier ministre), *Liz Truss*, a déclaré dans un discours inaugural que «la victoire de l'Ukraine [...] est un impératif stratégique pour nous tous» et que, par conséquent, le soutien militaire doit être massivement élargi. *Simon Jenkins*, éditorialiste au *Guardian*, a mis en garde: «Liz Truss risque d'enflammer la guerre en Ukraine pour ses propres ambitions». Selon lui, il s'agit probablement de la première cam-

pagne électorale des conservateurs «à se dérouler aux frontières de la Russie».

Johnson et Truss souhaitaient que Zelensky «continue à se battre jusqu'à ce que la Russie soit complètement vaincue. Ils ont besoin d'un triomphe dans leur guerre par procuration. En attendant, quiconque n'est pas d'accord avec eux peut être considéré comme un faible, un lâche ou un partisan de Poutine. Le fait que ce conflit soit exploité par la Grande-Bretagne en vue d'une sordide course au leadership est écœurant».

### Annexe: chronologie 2022

24 février	Attaque des forces armées russes contre l'Ukraine
28 février/ 3 + 7 mars	Négociations ukraïno-russes à Gomel/ Biélorussie
4 mars	Scholz et Poutine s'entrevoient au téléphone
5 mars	Bennett rencontre Poutine à Moscou
6 mars	Bennett et Scholz se rencontrent à Berlin
7 mars	Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne se réunissent en vidéoconférence sur le sujet
8 mars	Macron et Scholz se téléphonent
10 mars	Kuleba et Lavrov à Ankara
12 mars	Scholz et Zelensky, Scholz et Macron se téléphonent
14 mars	Scholz et Erdogan à Ankara
14-19 mars	Grandes lignes d'un accord de paix
24 mars	Sommet extraordinaire de l'OTAN à Bruxelles: annulation de facto des négociations entre l'Ukraine et la Russie suite à la condition que toutes les troupes russes soient d'abord retirées.
27 mars	Zelensky défend le résultat des négociations devant des journalistes russes
28 mars	Poutine déclare: la Russie retire ses troupes des régions de Kharkov et de Kiev en signe de bonne volonté
29 mars	Les délégations ukrainienne et russe négocient à Istanbul: le Communiqué d'Istanbul
29 mars	Scholz, Biden, Draghi, Macron et Johnson s'appellent. La fin des négociations ukraïno-russes
31 mars	Les crimes de Boutcha sont révélés.
9 avril	Boris Johnson demande à Kiev de ne pas conclure l'accord ukraïno-russe et déclare que l'«Occident collectif» n'est pas prêt à mettre fin à la guerre.
12 avril	Le «Neue Züricher Zeitung» informe de la poursuite de la guerre.
25 avril	Le secrétaire américain à la Défense Austin à Kiev
26 avril	Austin à Ramstein: il exige la victoire de l'Ukraine
21 septembre	Poutine déclare qu'une solution pacifique ne convenait pas à l'Occident

Suite à sa deuxième visite à Kiev le 25 avril 2022, le secrétaire américain à la Défense, *Lloyd Austin*, a déclaré que les Etats-Unis voulaient profiter de l'occasion pour affaiblir durablement la Russie militairement et économiquement du fait de la guerre en Ukraine.<sup>12</sup> Selon le *New York Times*, le gouvernement américain n'est plus préoccupé par une lutte pour le contrôle de l'Ukraine, mais par une lutte contre Moscou dans le sillage d'une nouvelle guerre froide.

Lors de la réunion du 26 avril 2022 des ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN et d'autres pays, convoquée par Austin à Ramstein, en Rhénanie-Palatinat/Allemagne, le chef du Pentagone a déclaré que la victoire militaire de l'Ukraine était un objectif stratégique.<sup>13</sup>

Le magazine américain *Responsible Statecraft* a écrit le 2 septembre 2022:

«Boris Johnson a-t-il contribué à empêcher un accord de paix en Ukraine? Selon un article paru récemment dans *Foreign Affairs*, Kiev et Moscou pourraient être parvenus à un accord provisoire pour mettre fin à la guerre dès le mois d'avril. Selon plusieurs anciens hauts fonctionnaires américains avec lesquels nous nous sommes entretenus, les négociateurs russes et ukrainiens semblent s'être mis d'accord sur les grandes lignes d'une solution provisoire négociée en mars 2022», écrivent *Fiona Hill* et *Angela Stent*.

«La Russie reculerait à sa position du 23 février, lorsqu'elle contrôlait une partie de la région du Donbass et la totalité de la Crimée, et en échange, l'Ukraine promettrait de ne pas chercher à adhérer à l'OTAN et de recevoir des garanties de sécurité de la part d'un certain nombre de pays. La décision de faire échouer l'accord a coïncidé avec la visite de Boris Johnson à Kiev en avril, au cours de laquelle il a exhorté le président ukrainien Zelensky à rompre les négociations avec la Russie pour deux raisons principales: il est impossible de négocier avec Poutine et l'Occident n'est pas prêt à mettre fin à la guerre.»

Dans cet article, les auteurs posent des questions qui sont devenues de plus en plus importantes au fur et à mesure que la guerre avançait:

«Cette apparente révélation soulève d'importantes questions: Pourquoi les dirigeants occidentaux ont-ils voulu empêcher Kiev de signer ce qui semblait être un bon accord négocié avec Moscou? Considèrent-ils le conflit comme une guerre par procuration avec la Russie? Et surtout, que faudrait-il faire pour revenir à une solution négociée?»<sup>14</sup>

Dans son annonce de la mobilisation partielle, Poutine a déclaré le 21 septembre 2022:

«Je voudrais rendre ceci public pour la première fois aujourd'hui. Après le début de l'opération militaire spéciale, et surtout après les pourparlers d'Istanbul, les représentants de Kiev ont exprimé des points de vue assez positifs sur nos propositions. Ces propositions visaient principalement à garantir la sécurité et les intérêts de la Russie. Mais une solution pacifique ne convenait manifestement pas à l'Occident, et c'est pourquoi Kiev, après avoir accepté certains compromis, a reçu l'ordre d'annuler tous ces accords.»<sup>15</sup>

A l'occasion de la visite d'une délégation africaine de paix le 17 juin 2023, Poutine a exhibé de manière ostentatoire devant les caméras l'accord accepté et paraphé à Istanbul *ad referendum*.

### **Conclusion: une occasion manquée**

D'après les rapports et documents accessibles au public, il n'est pas seulement évident que l'Ukraine et la Russie étaient sérieusement disposées à négocier en mars 2022. Apparemment, les parties aux négociations se sont même mises d'accord sur un projet de traité et de référendum. Zelensky et Poutine étaient prêts à organiser une réunion bilatérale pour finaliser les résultats des négociations.

Le fait est que les principaux résultats des négociations étaient basés sur une proposition de l'Ukraine, et que Zelensky les a courageusement soutenus lors d'une interview avec des journalistes russes le 27 mars 2022, même après que l'OTAN ait décidé de s'opposer à ces négociations de paix. Zelensky avait déjà exprimé un soutien similaire auparavant, ce qui prouve que le résultat escompté des négociations d'Istanbul correspondait bien aux intérêts ukrainiens. Cela rend l'intervention occidentale, qui a empêché une fin rapide de la guerre, encore plus désastreuse pour l'Ukraine.

La responsabilité de la Russie dans son attaque contraire au droit international, n'est pas relativisée par le fait que la responsabilité des graves conséquences qui en ont découlé pour l'Ukraine et ses partisans occidentaux doit être attribuée aux Etats qui ont exigé la poursuite de la guerre.

La guerre a désormais atteint un stade où seule la conclusion d'un cessez-le-feu peut empêcher une nouvelle escalade dangereuse et une extension des hostilités. C'est peut-être la dernière fois qu'une solution pacifique par la négociation peut être trouvée. Des propositions de

paix ont été faites par la Chine, l'Union africaine, le Brésil, le Mexique, l'Indonésie et une proposition élaborée à l'invitation du Vatican dès juin 2022.

Le 3 octobre de cette année, nous avons présenté au gouvernement allemand notre propre proposition de paix qui tentait d'intégrer toutes les autres propositions de paix faites précédemment.<sup>16</sup>

Depuis l'échec des négociations d'Istanbul, l'évolution de la guerre et le moment extrêmement critique actuel devraient être des raisons suffisantes pour qu'une communauté mondiale responsable et les Etats membres des Nations Unies réfléchissent à nouveau et fassent pression en faveur d'un cessez-le-feu et de négociations de paix.

(Publication avec l'aimable autorisation des auteurs)

Consultez également: [https://swiss-standpoint.ch/files/schweizer\\_standpunkt/PDF/2023/FR/F\\_Societe\\_Seidel\\_Une-paix-negociee-entre-lUkraine-et-la-Russie-est-possible.pdf](https://swiss-standpoint.ch/files/schweizer_standpunkt/PDF/2023/FR/F_Societe_Seidel_Une-paix-negociee-entre-lUkraine-et-la-Russie-est-possible.pdf)

<sup>1</sup> En incluant des entretiens avec Michael von der Schulenburg et Hilde Schramm.

<sup>2</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=qK9tLDeWBzs>; cf. aussi ARD du 17 février 2023 et Tagesspiegel du 10 février 2023)

<sup>3</sup> *Berliner Zeitung* du 6 février 2023

<sup>4</sup> Cf. Michael von der Schulenburg. «UN-Charta: Verhandlungen!» In: *Emma* du 6 mars 2023

<sup>5</sup> Traduction personnelle à partir de la version anglaise qui nous a été communiquée: cf. Farida Rustamova du 29 mars 2022 d'après un lien tiré de Sabine Fischer: «Friedensverhandlungen im Krieg zwischen Russland und der Ukraine: Mission impossible». <https://www.swp-berlin.org/10.18449/2022A66/>

<sup>6</sup> Cf. Petra Erler. Rückblick März 2022: «Wer kein schnelles Kriegsende in der Ukraine wollte». In: «Nachrichten einer Leuchtturmwärterin», 1<sup>er</sup> septembre 2023

<sup>7</sup> Cf. Michael von der Schulenburg. «UN-Charta: Verhandlungen!» In: *Emma* du 6 mars 2023

<sup>8</sup> <https://www.zeit.de/politik/ausland/2022-03/selenskyj-interview-medienaufsicht-warnung>

<sup>9</sup> Cf. aussi <https://chasfreeman.net/the-many-lessons-of-the-ukraine-war/>

<sup>10</sup> Cf. Petra Erler. Rückblick März 2022: «Wer kein schnelles Kriegsende in der Ukraine wollte». In: «Nachrichten einer Leuchtturmwärterin» 1<sup>er</sup> septembre 2023

<sup>11</sup> Cf. *Ukrainska Pravda* du 5 mai 2022: Von Zelenskys «Kapitulation» zu Putins Kapitulation: Wie die Verhandlungen mit Russland verlaufen. <https://www.pravda.com.ua/eng/articles/2022/05/5/7344096/>

<sup>12</sup> Cf. «Tagesschau SRF» du 25 avril 2022: «Austin estime que la victoire de l'Ukraine est possible. Selon Austin, l'Ukraine peut même vaincre les forces russes avec un soutien militaire suffisant. 'Ils peuvent gagner s'ils ont le bon équipement et le bon soutien', a déclaré Austin. Le premier pas vers la victoire est de croire que l'on peut gagner, a poursuivi le secrétaire américain à la Défense."»

<sup>13</sup> *New York Times* du 25 avril 2022: "Behind Austin's Call for a 'Weakened' Russia, Hints of a Shift. The United States is edging toward a dynamic that pits Washington more directly against Moscow, and one that U.S. officials see as likely to play out for years." "Emboldened by Ukraine's Grit, U.S. Wants to See Russia Weakened. Hours after the American secretaries of defense and state met with Ukraine's president in Kyiv, Russia hit at least five Ukrainian railway stations in rocket attacks."

<sup>14</sup> <https://responsiblestatecraft.org/2022/09/02/diplomacy-watch-why-did-the-west-stop-a-peace-deal-in-ukraine/>

<sup>15</sup> <http://en.kremlin.ru/events/president/news/69390>

<sup>16</sup> Mettre fin à la guerre par une paix négociée: <https://zeitgeschehen-im-fokus.ch/de/newspaper-ausgabe/sonderausgabe-vom-28-august-2023.html>